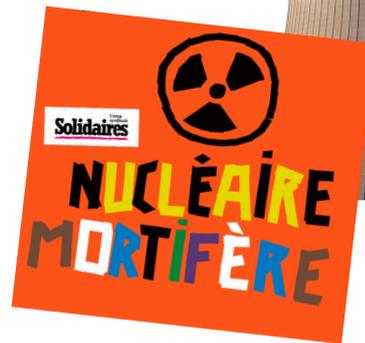
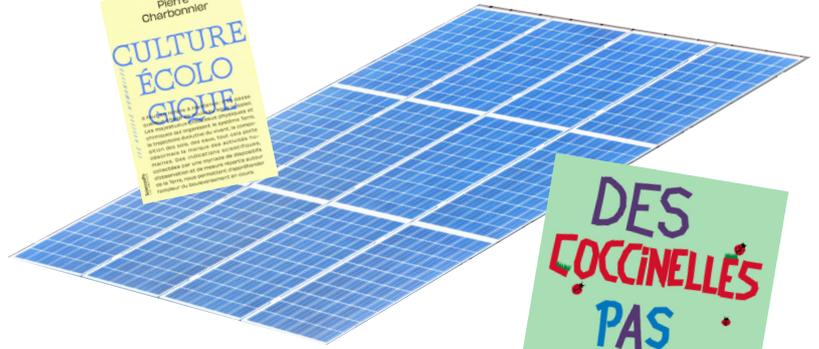


Solidaires Écologie

- p. 2 Édito
- p. 2 La campagne Partageons (sur) le travail passe à l'urgence écologique
- p. 3 Photovoltaïque : panneaux des villes contre panneaux des champs ?
- p. 4 Nucléaire : débats bidons, relançons la contestation !
- p. 5 Pour SUD-Rail, l'urgence vitale pour le climat et les populations, ce n'est pas le Lyon-Turin !
- p. 6 Création d'un groupe local « alliance écologique et sociale PJC » à la Réunion
- p. 7 Brèves
- p. 8 Lecture
- p. 9 Agenda



« Prenons le temps de rêver »

Le 22 novembre, lors de l'Assemblée général des adhérent-es de Solidaires Vendée, nous avons diffusé le film de Solidaires « Des services publics pour lutter contre le réchauffement climatique » dans le cadre d'un atelier sur « Partageons (sur) le travail » : <https://vimeo.com/755008664>.

On a commencé à discuter et à échanger sur les revendications de Solidaires mais pas que. « Nous n'avons plus le temps de rêver », a dit une camarade. Alors on s'est mis à rêver à d'autres possibles, à d'autres avenir, à de véritables services publics pour réduire notre empreinte carbone et pour freiner le réchauffement climatique.

On a pris un peu de ce temps précieux après lequel on court pour construire des utopies. Les toucher du doigt. Et puis on s'est rappelé que des résistances il y en a partout, tout le temps. Et dans des lieux parfois improbables comme les cafés de village.

Cet échange a été bien trop court mais fort.

Et c'est aussi ça la Campagne Partageons (sur) le travail. Prendre le temps de rêver. De construire. D'échanger. De lier des liens. De se donner de la force. Et d'agir.

Au sommaire de ce bulletin : La Campagne Partageons (sur) le travail passe à l'urgence écologique, « Photovoltaïque : Panneaux des villes, contre panneaux des champs », Nucléaire : débats bidons, relançons la contestation, Pour SUD Rail, l'urgence vitale n'est pas le Lyon-Turin, Création d'un Alliance écologique et Sociale PJC à la réunion, des brèves, et des conseils podcasts et lectures.

LA CAMPAGNE PARTAGEONS (SUR) LE TRAVAIL PASSE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE

Après avoir mis l'éclairage sur la protection sociale et sur les services publics, la campagne Partageons (sur) le travail de l'Union se concentrera sur l'écologie.

L'urgence écologique ne se discute plus, elle s'impose dans nos vies. La production et la consommation sans limite, avec production de gaz à effets de serre, provoque des bouleversements climatiques sans précédents aux conséquences incalculables. La destruction de la biodiversité, les pollutions (micro-plastiques, résidus chimiques, métaux lourds...) de l'intégralité de la planète et du vivant dans les airs comme les rivières et océans est un fait.

Nous le savons : il faut rompre avec le productivisme. Ce qui nous oblige à nous affronter avec le système capitaliste, mais nous met également face à nos contradictions : nombreux sont les emplois dans des industries et secteurs destructeurs de terres arables ou polluées.

Syndicalistes de lutte et de transformation sociale, nous savons qu'il faut allier défense du quotidien et capacité à agir pour (im)poser des alternatives qui seront obligatoirement sociales ET écologiques.

Notre syndicalisme doit questionner et proposer des solutions sur la questions des besoins primaires : alimentation, énergie, transports, communications... ce qui implique une réflexion et des propositions sur l'extraction, l'utilisation/transformation et la préservation des ressources (eau, bois, minerais, sources d'énergies, terres agricoles, air...).

Les transformations écologiques ne doivent pas être « hors sol » et doivent se construire avec les travailleuses et travailleurs concerné-es. Ce qui pose par ailleurs la question du lien avec la transformation sociale et le pouvoir des salarié-es sur leur organisation du travail et sur leurs outils de production.

La campagne dans Solidaires vise à pousser à ce que nos syndicats dépassent les discours « de posture » et s'approprient pleinement les enjeux écologiques. Cela passe par en discuter dans nos réunions pour chercher à construire des revendications adaptées à nos secteurs et à nos territoires et pour construire des actions concrètes.

Un guide de Solidaires « agir syndicalement pour la transition écologique » est en élaboration. Ce guide fournira des éléments de base sur le sujet ainsi que les cadres juridiques, des pistes d'interventions et des idées pour développer un revendicatif syndical sur le sujet.

Vers avril 2023 se tiendront les secondes journées reconversions sociales et écologiques pour échanger dans l'Union sur le sujet et les rencontres d'été de Solidaires aborderont ce thème.

La crise écologique n'est pas une fatalité, elle est liée à l'activité productrice humaine. À nous d'agir dessus et de convaincre le plus grand nombre de nous rejoindre!

<https://vimeo.com/774180895>

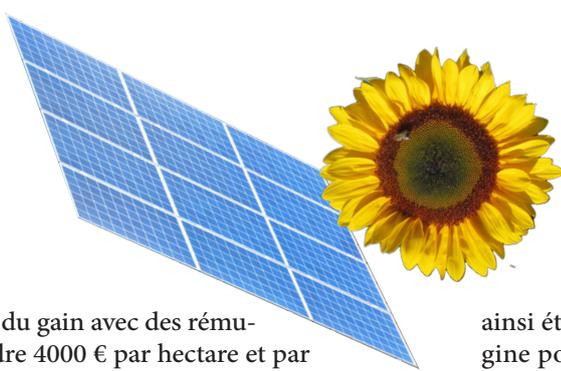




PHOTOVOLTAÏQUE : PANNEAUX DES VILLES CONTRE PANNEAUX DES CHAMPS ?

Sud PTT

Le sujet de l'agrivoltaïsme que le Sénat définit comme « coexistence d'une production électrique significative et d'une production agricole elle aussi significative, sur une même emprise foncière » est un axe intéressant pour faire le point sur le photovoltaïque en France. Pris avec d'extrêmes réserves par la Confédération Paysanne, l'agrivoltaïsme propose en effet des fausses solutions. Au chapitre du pire, la question se pose ainsi de dédier des terres arables à l'exploitation de panneaux solaires, a fortiori à la lumière de la crise alimentaire que traversent nombre de pays avec le conflit en Ukraine. ... →



Il y a certes l'appât du gain avec des rémunérations pouvant atteindre 4000 € par hectare et par an, un aspect qui pèse quand nombre de paysans ont de très faibles revenus, et des retraites plus que symboliques. Certains projets qui visent à raser 2000 ha de forêt comme à Saucats au sud de Bordeaux confinent au délire. Par ailleurs, les aspects de financement de ces opérations, coûteuses au départ, attirent nombre de spéculateurs prompts à lever les fonds et à rapidement céder les infrastructures après de rapides profits, souvent issus de subventions publiques.

En 2021, seuls 2,7 % des besoins du pays étaient couverts par la production photovoltaïque, c'est-à-dire 14 sur les 523 TW/h produits. La disponibilité et la plus-value des terres agricoles sont devenues un enjeu avec les objectifs fixés par la programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) pour la filière photovoltaïque : un parc photovoltaïque de puissance égale à 20,1 GW en 2023 et une puissance comprise entre 35,1 GW et 44 GW en 2028. Ça représente 44 000 hectares à terme, d'où l'intérêt pour les terres agricoles, beaucoup plus faciles à acquérir.

Il y aurait pourtant de vraies possibilités de collaboration avec le financement quasi intégral d'infrastructures de type hangars de stockage ou bâtiments d'exploitation agricole, pourvues de panneaux photovoltaïques, pour des concessions trentenaires avec à la fin la pleine propriété des infrastructures pour les paysans. Un peu moins de 5 % des 400 000 à 450 000 exploitations disposent aujourd'hui de hangars équipés de panneaux photovoltaïques.

Des surfaces il y en a !

En termes d'alternative à la prise de possession de terres arables, on peut citer deux exemples qui devraient être des voies évidentes pour l'expansion d'un parc photovoltaïque dans le pays. Citons deux propriétaires fonciers possédant des terrains et des infrastructures sur tout le territoire, proches de réseaux électriques existants et surtout relevant du patrimoine public. Des propriétaires qui devraient obéir au doigt et à l'œil à la puissance publique : la SNCF et La Poste.

Coté SNCF, Réseau Ferré de France possède un peu plus de 10 millions de m² de terrains, répartis dans 11 000 communes dont 90 % sont constitués des emprises des voies ferrées, mais les 10 000 ha restants correspondent à des infrastructures pouvant accueillir des équipements photovoltaïques, sur les toits, les parkings, etc. Ces possibilités ne sont pas au cœur des démarches de « responsabilité sociale » de la SNCF avec des mini projets de fermes ça et là.

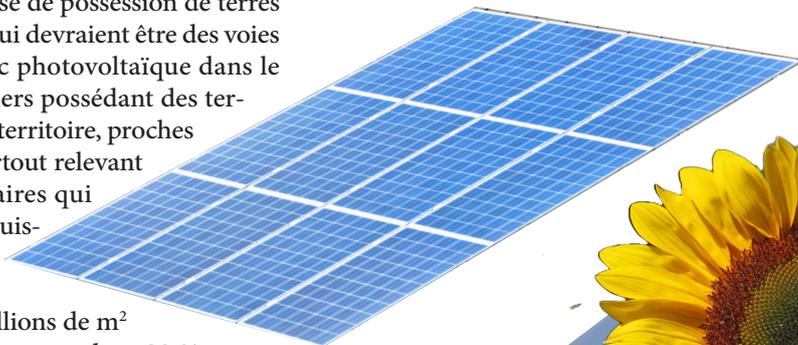
Coté Poste on est sur 3,3 millions de m² dont environ 40 % d'emprises « industrielles », plate-formes de tri géantes et leurs parkings, centres de distribution du courrier à la périphérie immédiate des villes. La Poste qui délègue ses opérations autour de l'immobilier à la filiale foncière POSTIMMO stagne à 44 000 m² de panneaux solaires depuis quelques années pour une production d'environ 6 GWh. La croissance du trafic colis a engagé La Poste sur un plan massif de construction de plate-formes géantes aux quatre coins du territoire, 250 000 m² ont

ainsi été bâtis en 2020. Hélas aucune d'elle n'est conçue à l'origine pour accueillir des panneaux solaires sur les milliers de mètres carrés de leurs toitures. Pourtant avec 2 milliards d'€ de bénéfice du groupe La Poste en 2021, il y a largement de quoi compenser les surcoûts et soutenir une vraie stratégie du photovoltaïque « public ». À ce jour aucune entreprise sous contrôle intégral de l'État ne construit autant d'infrastructures « solaire compatible », la loi Climat 2021-1104 du 22 août 2021 prévoit l'obligation, pour toute construction ou rénovation lourde de bâtiment de plus de 500 m, de couvrir de panneaux photovoltaïques au moins 30 % de leur surface de toitures, à suivre donc.

Au-delà des exemples de la SNCF et de La Poste les terrains civils ou militaires, infrastructures routières ou aéroportuaires désaffectées sont autant de possibilités de capter l'énergie solaire dans tous les territoires. Il faut juste que le gouvernement coordonne les efforts entre ministères, armée, transports, industrie, économie, ça s'appelle l'aménagement du territoire, mais c'est pas vraiment start-up comme sujet...

Sources :

<https://expertises.ademe.fr/energies/energies-renouvelables-enr-production-reseaux-stockage/passer-a-l'action/produire-lelectricite/solaire-photovoltaique>
<https://www.choisir.com/energie/actualites/176154/bilan-electrique-2021-en-france-lessentiel-a-retenir>



NUCLÉAIRE : DÉBATS BIDONS, RELANÇONS LA CONTESTATION!

Sud Culture et Média Solidaires

Du 27 octobre 2022 au 27 février 2023 la commission nationale du débat public (CNDP) organise une série de rencontres pour débattre de la pertinence de construire 6 nouveaux réacteurs atomiques de type EPR sur des sites nucléaires déjà existants. Le site de Penly étant le premier élu.

Ce débat public est une obligation légale mais les pouvoirs publics semblent faire tout ce qu'ils peuvent pour qu'il se déroule de la façon la plus discrète possible : peu de publicité, choix de salles peu connues et souvent petites. De plus, quand un décret sort au moment de son lancement pour acter les projets de constructions, on voit bien l'inutilité de ces séances pseudo-démocratiques. Sans compter que les expert-e-s invité-e-s sont le plus souvent pro-nucléaire et qu'une thématique importante comme celle de la gestion des déchets radioactifs n'était même pas prévue au départ et a été de fait imposée par la mobilisation militante.

Les opposantes et les opposants, de Bure au Collectif national Arrêt du Nucléaire en passant par les ONG et le Réseau Sortir du nucléaire, ont donc vite été tentés de rebaptiser la CNDP en Commission nationale sur les décisions déjà prises.

Relancer le nucléaire : un pari risqué

Aucun réacteur de type EPR n'est actuellement en fonctionnement : à l'arrêt en Chine et en Finlande, toujours pas fini en France et loin de l'être au Royaume-Uni. Nous ne sommes pas plus assurés que les promoteurs de l'atome aient les capacités techniques de produire un EPR de deuxième génération. Quand les savoir-faire se sont perdus et que plus de la moitié du parc français est à l'arrêt pour des raisons de sécurité ou de maintenance, il semble illusoire et dangereux de mettre des dizaines de milliards d'euros pour continuer avec cette industrie destructrice. Ceci est sans compter que le nucléaire n'est pas adapté aux changements climatiques. Pour fonctionner un réacteur a besoin d'eau pour assurer son refroidissement. Récemment on a dû arrêter des unités de production par manque d'eau disponible et les normes concernant les rejets ont été revues à la baisse pour limiter les effets des sécheresses sur la production électrique. Est-ce pour cela que les premiers réacteurs prévus le sont sur des côtes ? De plus, les conséquences d'une catastrophe nucléaire sont graves.

« Depuis les débuts du nucléaire, le lobby occulte cette contamination du vivant, il ne retient que l'irradiation directe et minimise considérablement le nombre de victimes, civiles ou militaires. Mais la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique) reconnaît que toute dose de radioactivité comporte un risque mutagène, cancérogène, et autres. »*



Relancer la lutte : une nécessité

Face à cette volonté de relance, le mouvement antinucléaire se mobilise plus fortement. Le collectif Comité centrales, qui a réalisé le film Notre Terre Mourra Proprement**, a lancé une tournée intitulée Réveiller les esprits antinucléaires*** La volonté est là de rendre au maximum publique l'opposition à la relance et à la poursuite du nucléaire qu'il soit civil ou militaire. C'est pour cela qu'une mobilisation importante se prépare le 16 février à Tours lors de l'étape de la mascarade démocratique de la CNDP. Tout comme une grande marche est envisagée le 3 juin du côté de Bure. On a gagné à Notre-Dame-des-Landes et on a encore l'espoir de le faire là-bas.

* Nucléaire, questions de bon sens. Annie et Pierre Péguin, octobre 2022. Disponible ici : <https://nucleairedanger.wordpress.com/2022/10/25/question-de-bon-sens/>

** Disponible ici : <https://youtu.be/G-dvPRtFGGY>

*** Voir leur site : <https://comitecentrales.noblogs.org/>

FACE À L'URGENCE CLIMATIQUE

sud C'EST

Solid

Transformer

les modes
de production
et de consommation

Aucune fatalité !
Se regrouper, **agir**
syndicalement,
changer
la société

Union
syndicale

aires

**L'ÉCOLOGIE
PAR ET POUR LES
TRAVAILLEUSES
& TRAVAILLEURS**

POUR SUD-RAIL, L'URGENCE VITALE POUR LE CLIMAT ET LES POPULATIONS, CE N'EST PAS LE LYON-TURIN !

SUD RAIL

Ces derniers jours, le dossier du Lyon-Turin revient sur le devant de la scène suite à la venue de trois député-es de la NUPES pour s'informer sur ce projet ferroviaire. À chaque fois qu'un positionnement d'une association, syndicat ou organisation politique contredit le lobbying puissant des promoteurs de ce chantier, les mêmes arguments capitalistes sont ressortis... comme il y a 20 ans ! En continuant à soutenir le Lyon-Turin, c'est le capitalisme que l'on favorise... et non l'intérêt général !

Sous perfusions de subventions publiques, les grandes entreprises du BTP continuent à se gaver financièrement en ne prenant aucun risque dans la phase de construction. Pour preuve, le Lyon-Turin a encore piqué des milliers d'euros dans le dernier contrat de relance entre SNCF Réseau et l'État; alors que cet argent aurait pu aller sur de véritables urgences ferroviaires.

Il en est de même par rapport à la doctrine des « partenariats public/privé » choisie pour le Lyon-Turin. Après avoir donné la ligne ferroviaire, financée durant des décennies avec de l'argent public, à TELT; aujourd'hui, nombreuses sont les directions de la SNCF qui consacrent de l'argent pour le développement de cette future ligne nouvelle, alors qu'à terme, l'ensemble des installations et la conduite des réseaux seront rendus au privé.

Pendant que l'on creuse, beaucoup de choses sont massacrées ! Ce grand projet inutile est écocide : disparition de zones naturelles sensibles, ruptures des continuités écologiques... les conséquences désastreuses sur la biodiversité s'accumulent. Dans la vallée de la Maurienne, les travaux du Lyon-Turin engendrent des perturbations irréversibles sur de nombreuses sources de montagne.

L'outil de production ferroviaire est également saccagé. Pour les travaux de TELT, le triage de Saint-Jean-de-Maurienne va être rasé. Les cheminot-es, rattaché-es au Fret, sont transféré-es sur Saint-Avre où les infrastructures ferroviaires sont sous dimensionnées et ne vont pas permettre d'assurer la même production ferroviaire qu'actuellement. C'est maintenant qu'il faut agir !

En juillet 2017, la ministre des transports de l'époque affirmait qu'il fallait « faire une pause sur le Lyon-Turin ». Elisabeth Borne est aujourd'hui première ministre; il n'y a plus qu'à ! Pour SUD-Rail, l'heure n'est pas aux vacances sur ce dossier. Nous allons participer, aussi bien localement que nationalement, à renforcer le mouvement syndical, associatif et politique afin de :

- Relancer immédiatement un report modal à partir d'Ambrérieu et ses environs;
- Imposer à la direction SNCF un plan d'investissement et des embauches pour réaliser ce transfert urgent des camions sur les trains entre la France et l'Italie;
- Construire une plate-forme revendicative, écologique et sociale avec toutes les forces qui considèrent que le Lyon-Turin doit être stoppé.



CRÉATION D'UN GROUPE LOCAL « ALLIANCE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE PJC » À LA RÉUNION

Solidaires La Réunion

La Réunion n'est pas exempte de projets inutiles et écocides, d'aberrations stratégiques et de boulots de merde menant à des impasses. Un des exemples les plus parlants est le développement d'une économie du tout automobile. L'importation de véhicules particuliers a permis de construire quelques belles fortunes. Aujourd'hui, l'île importe 600 millions de litre de carburants (chiffre de 2019) par an, est sclérosée par son nombre de voitures et la solution proposée est de construire des routes. L'île est sclérosée par son nombre de voitures et la solution proposée est de construire des routes et quand il n'y a plus de place sur terre, on les fait sur la mer comme Le dernier en date s'appelle « La Nouvelle Route du Littoral ». Un viaduc au dessus de la mer et une digue jamais terminée faute de roches (ils n'avaient pas prévus les carrières...) pour une somme autour de 2,5 milliards d'euros.

Ce n'est qu'un exemple d'un système où capital et économie post-coloniale exploitent ressources et main d'œuvre dans un des départements français ayant le plus fort taux

de pauvreté, et dans lequel d'après l'ARACT les accidents de travail et maladies professionnelles sont en augmentation.

Bref, des boulots à la con, qui détruisent les hommes, les femmes, l'ensemble du vivant non humain, les ressources, dans l'unique but de servir le capital. Voilà de quoi il faut se débarrasser! Mais comment ?

Proposer une analyse systémique des destructions de l'environnement et une recherche systématique de l'intérêt général auquel doit répondre un emploi, c'est ce que me semblent rechercher les organisations fédérées autour du projet « Plus Jamais ça », et cela fait je pense partie de la solution pour se débarrasser de ce système délétère. Quelques rencontres ont donc eu lieu avec la FSU, Greenpeace, ATTAC et la LDH pour construire évoquer la faisabilité d'un groupe alliance écologique et sociale PJC local. Le projet stimule tout le monde, il nous reste beaucoup d'acteurs des luttes locales à rencontrer, finaliser puis formaliser le groupe.

*Anthony, représentant de section syndicale SUD Santé Sociaux/
Solidaires et conseiller du salarié*



Plus jamais ça!

BRÈVES

Jardins à défendre d'Aubervilliers

RELAX(E) pour les 8 militant-es de la JAD! Non, les travaux d'Aubervilliers ne sont pas d'utilité publique! Ce n'était donc pas les bonnes personnes sur le banc des accusés. Article à lire : <https://reporterre.net/Les-defenseurs-des-jardins-ouvriers-d-Aubervilliers-ont-ete-relaxes>

Le SNJ signataire de la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique

Le Syndicat national des journalistes (SNJ), première organisation de la profession, a ratifié la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique. Parce que l'enjeu écologique n'est pas un sujet comme les autres, le SNJ, fidèle à ses valeurs et à la Charte d'éthique professionnelle des journalistes (1918-38-2011), souhaite interpeller la profession sur son rôle en matière d'information du grand public. Le SNJ, membre-fondateur de l'Union syndicale Solidaires, est attaché à un syndicalisme de

transformation sociale. Vous pouvez retrouver la Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique [ici](#).

Signez la pétition pour obtenir un vrai débat au Parlement sur la taxation des superprofits

<https://petitions.senat.fr/initiatives/i-1270>

Alors que le 49.3 déclenché par le gouvernement lors du vote du budget à l'Assemblée nationale a empêché tout débat parlementaire autour d'une taxation sur les superprofits des entreprises, l'Alliance écologique et sociale vient de déposer une pétition sur le site du Sénat afin de remettre le sujet des superprofits à l'agenda du parlement. Si celle-ci recueille 100 000 signatures, le Sénat devra examiner la demande et pourra déposer une proposition de loi. Si nous sommes au moins 100 000 signataires, cette pétition permettra donc de remettre le sujet d'une taxation des superprofits dans le débat législatif. C'est donc une opportunité majeure pour la justice sociale et écologique!

NO BASSARAN !

Ce slogan porté depuis des mois par le collectif Bassines non merci et Les soulèvements de la terre a été porté haut et fort lors du WE de mobilisation des 29 et 30 octobre à Sainte Soline (79). A l'appel de plus de 150 organisations (collectifs, associations, syndicats, partis politiques) plus de 8 000 personnes se sont réunies pour manifester leur rejet de construction de mégabassines destinées à l'irrigation de l'agroindustrie. Ces projets pensés depuis plusieurs années par la FNSEA, aidée par les pouvoirs publics, se mettent en place mais la résistance est organisée. Le WE d'action de Sainte-Soline avait pour but de stopper le chantier d'une mégabassine de 650 000 000 de litres d'eau pompée directement dans les nappes phréatiques et les cours d'eau. Et l'action a été une victoire, le chantier a été suspendu. Solidaires est investi dans cette résistance depuis le début.

Agenda Quelques dates importantes de luttes sur le sujet en ce début d'année : <https://bassinesnonmerci.fr/index.php/2022/12/22/5-et-6-janvier-appel-a-mobilisation-pour-les-proces-de-la-resistance-contre-les-bassines/>

5 janvier : Procès de deux personnes suite aux actions de désobéissance civile de la manifestation à Cram-Chaban. Rassemblement de soutien à 13 h 30 au tribunal judiciaire de La Rochelle.

6 janvier : Procès de trois personnes suite à la mobilisation sur le chantier de Mauzé-sur-le-Mignon. Rassemblement de soutien à 13 h 30 au tribunal judiciaire de Niort. Concert de soutien le soir au patronage laïque de Niort

Vendredi 13 janvier : conférence de presse + goûter d'adieu au commissaire enquêteur et au projet de bassines à Champigny-en-Rochereau (source de la Pallu asséchée par les irrigants, Plaine céréalière du Haut Poitou. L'après-midi : infos à venir.

21 ou 22 janvier : réunion publique autour de l'initiative citoyenne pour un Plan territorial de gestion de l'eau pour l'alimentation et la biodiversité sur le bassin du Clain. À confirmer/infos à venir.

10/11/12 mars : « Forum de l'eau » à Poitiers.

25 mars : Manifestation nationale PAS UNE BASSINE DE PLUS dans le Poitou-Charentes. Nous serons nombreux-ses et plus déterminés que jamais pour obtenir l'arrêt du projet de mégabassines!

POURQUOI NOUS NOUS MOBILISONS CONTRE LES MÉGA-BASSINES

Des réserves d'eau au plus bas et une qualité qui se détériore. Les autorités se préparent déjà à des coupures d'eau potable !

Nous ne sommes pas contre l'irrigation et le stockage de l'eau.

Nous demandons un arrêt du projet. Nous soutenons les acteurs qui refusent et refuseront de signer le protocole et qui tiennent bon face aux pressions des accapareurs d'eau.

Nous constatons que ce projet de 30 méga-bassines comporte de nombreux problèmes:

- soutien à un modèle agricole inadapté au dérèglement climatique, qui sert peu à l'alimentation locale et participe à la pollution de l'eau (potable)
- pas de démocratie : destiné à moins de 5% des agriculteur.ice.s de la Vienne, passage en force du projet malgré les alertes des associations de consommateurs et de protection de l'environnement
- danger pour la biodiversité, les rivières et les zones humides (qui participent notamment à la recharge des rivières et des nappes souterraines)
- danger pour notre santé (baisse de la qualité de l'eau potable par la pollution)
- quantité d'eau : dans le futur, une fois que nos besoins en eau potable et ceux des milieux naturels seront satisfaits, y aura-t-il assez d'eau pour remplir les méga-bassines ?

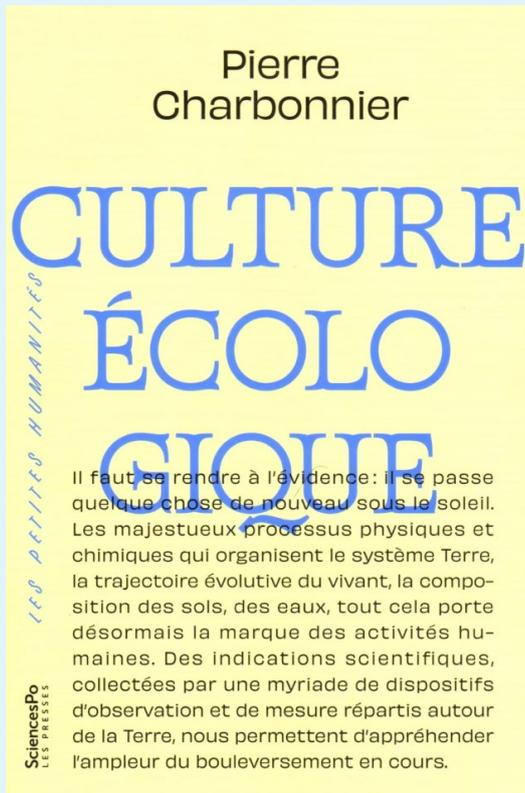
La réalisation de ce projet dépend de la signature d'un protocole à l'automne 2022.

CAS PRATIQUE

Le projet de la méga-bassine Brandes de Pied-Barau
Surnom: 19F Commune: Brion Sous-bassin: Clouère
Surface totale du projet au sol: 7,6 hectares (≈ 10 terrains de foot)
Volume de stockage d'eau max: environ 380 000 m³ d'eau (de quoi boire pour une personne pour ≈ 1000 ans)
5 km de canalisations
Hauteur maximale: 10 mètres
Structures raccordées: 3 sociétés, dont 2 ont le même gérant.

Pour en savoir plus: <https://bassinesnonmerci.fr>, catégorie BNM86 et carte meteobassines pour se renseigner sur les projets près de chez vous !

LECTURE



Culture écologiste de Pierre Charbonnier, sort en février 2022.

C'est une synthèse brillante qui remet en perspective sur le très long terme les processus sociaux et intellectuels qui nous ont mené à la situation présente de rapport à la nature et de crise écologique, en mettant en avant des débats scientifiques et historiographiques.

Même si on peut regretter parfois une certaine difficulté dans le niveau de lecture, Pierre Charbonnier qui est philosophe de formation a essayé de construire un outil didactique et pédagogique de vulgarisation qui cherche à définir et donner des exemples explicites. Cet ouvrage permet d'avoir une synthèse conséquente des enjeux économiques, politiques et culturels actuels, des lignes de ruptures et de leurs constructions historiques.

Il place aussi très bien dans le long terme la question de la centralité du système capitaliste, fait le lien avec le colonialisme, le féminisme, replace un grand nombre d'éléments de questionnement ou de critiques liés à l'écologie, ne reste pas centré sur l'Europe ou le nord...

Quelques petites limites, à la marge : la synthèse oblige certainement à des simplifications, ça peut se ressentir dans l'explication causale de certains événements/moments historiques (par exemple sur le plan Marshall).

Une autre limite, c'est peut être de tracer une histoire sur des concepts, des individus centraux et des institutions qui n'aborde que peu les dynamiques sociales collectives et les rapports de forces en jeu.

C'est peut être un élément à discuter dans l'aspect moteur des processus sociaux de transformation sociale qui sont loin d'être réductible à la question des partis politiques et à «gagner une majorité dans les urnes».

Si évidemment l'ouvrage ne vise pas à s'intéresser qu'à la France, sur le syndicalisme (abordé à la marge) et l'action pour l'égalité sociale, il y aurait à pouvoir nuancer pour voir les dynamiques de lien entre le social et l'écologique qui existent depuis un certain temps. Voir, par exemple les travaux de Renaud Becot pour la France, sur l'histoire sociale et environnementale des ondes du travail, de l'action syndicale sur le sujet. Voir aussi la façon dont une partie du syndicalisme réfléchit et agit depuis des décennies sur la sortie du productivisme et sur un projet de société qui ne soit pas celui du «compromis social» des Trentes Glorieuse qui est une impasse (sans encore avoir toutes les solutions).

D'ailleurs, notre revue Les Utopiques a sorti il y a deux ans un numéro «écologie une urgence syndicale» qui entre en résonance avec *Culture écologiste* : <https://www.lesutopiques.org/category/numero-15/>

Avec l'article «écologie moteur de la transformation sociale» : <https://www.lesutopiques.org/lecologie-moteur-de-la-transformation-sociale/>

Sur l'interface sociale et écologie, il y a évidemment tout le travail du mouvement social qui existent depuis des décennies, et pas qu'en France. Il n'y a pas une frontière hermétique dans le Nord (par rapport à des élaborations sociales/écologiques mises en avant dans le Sud). Il y a aussi les avancées majeures récentes, comme avec la création de PJC l'alliance écologique et sociale où nous nous retrouvons entre syndicats de salarié-e-s, de paysan-nes et associations sociales et écologiste pour créer un discours, des revendications, des pratiques et des actions collectives. Mais c'est bien la preuve qu'il nous reste un grand chemin à parcourir pour faire connaître et massifier encore plus nos lignes d'actions, à toutes les échelles, du local à l'international.

Pierre Charbonnier met l'accent au final sur la nécessaire construction d'une culture, d'une alphabétisation écologique, avec la place centrale de l'éducation et de l'école. D'ailleurs il est très utile pour faire évoluer la culture historique sur l'intégration de la place de la nature.

C'est un ouvrage vraiment important qui mérite des discussions à la marge, mais permet d'apporter des éléments intellectuels sur lesquels s'appuyer.

Il renforce la conviction que le syndicalisme a une responsabilité majeure, pour ne pas dire historique, pour être la hauteur des transformations en profondeur indispensable de la production et de la consommation. En lien avec les questions de socialisation et d'autogestion. On peut regretter qu'il n'ait pas un index pour permettre de le réutiliser facilement. Le livre est vivifiant et important pour se mettre à niveau et pour avancer. Il donne aussi beaucoup de références, des livres, des articles, du multimédia. Ce qui ne retire rien, il est superbement maqueté. Bref, courez vous le procurer!

AGENDA



Bulletin

Solidaires Écologie

Commissions Écologie 1^{er} semestre 2023

9 février – 13 avril – 8 juin

Formation nationale

9-10 mai 2023 – Paris (75)

Journées Reconversions Sociales et Écologiques

Bourse de travail Annexe Varlin (85 rue charlot 75003 Paris)
Les 1^{ères} journées Reconversions Sociales et Écologiques de Solidaires ont eu lieu en juin 2021. Elles avaient été fortes en échanges durant les tables rondes et pendant les ateliers. Nous nous étions quittés avec l'envie que ces journées perdurent. Une deuxième session aura donc lieu **les 9 et 10 mai 2023 à Paris**. Le programme, en cours de finalisation, alternera des tables rondes et des travaux de groupe en ateliers. (Pour rappel pour les inscriptions : cela passe par votre Solidaires local ou par votre syndicat national.)

Les formations locales

30-31 janvier 2023 – Lyon (69) – Solidaires Rhône

Derniers jours pour s'inscrire

Agir syndicalement face à l'urgence écologique

Il est important aujourd'hui de réaffirmer le lien fondamental entre social et écologique à l'image du slogan qui a émergé ces derniers temps : « fin du monde, fin du mois, même combat » et d'orienter les luttes écologiques en ce sens.

21 février 2023 – Lyon (69) – Solidaires Rhône

L'Atelier de la commission écologie

Complémentaire de la formation « Agir syndicalement face à l'urgence écologique », l'Atelier de la commission écologie se tient une journée par mois.

10 mars 2023 – Rouen (76) – CEFI Solidaires Haute-Normandie

Écologie et économie

L'écologie est-elle une solution pour le capitalisme en crise ?
Le greenwashing, la financiarisation du vivant : Quelles alternatives ?

6-7 avril 2023 – Argentan (61) – CEFI Solidaires Basse-Normandie

Formation écologie

S'informer et agir syndicalement. S'informer pour comprendre les enjeux. Agir sur tous les fronts.

11-12 mai 2023 – Caen (14) – CEFI Solidaires Basse-Normandie

Formation écologie

S'informer et agir syndicalement. S'informer pour comprendre les enjeux. Agir sur tous les fronts.

5-6 juin 2023 – Nantes (44) – CEFI Solidaires Pays-de-Loire

Agir syndicalement face à l'urgence écologique

Intégrer des plans d'actions au sein des entreprises et administrations à travers les différentes lois en lien avec l'urgence écologique.

9 juin 2023 – Rouen (76) – CEFI Solidaires Haute-Normandie

Eco fascisme ou décroissance

Présentation des théories sur la décroissance et la sobriété et la récupération politique par certains mouvements fascistes.

20-21 juin 2023 – Paris (75) – CEFI Solidaires IDF

Agir syndicalement face à l'urgence écologique

Il est important aujourd'hui de réaffirmer le lien fondamental entre social et écologique à l'image du slogan qui a émergé ces derniers temps : « fin du monde, fin du mois, même combat » et d'orienter les luttes écologiques en ce sens.